

VOICE

Le journal de la SPM | mars 2025 | numéro 1



Brésil : des images pour lutter contre la déforestation

« La caméra comme moyen de résistance autochtone »

Plutôt que des flèches et des machettes, ils·elles portent en main caméras et téléphones portables. Le long de la rivière Tapajós en Amazonie brésilienne, de jeunes militant·e·s des organisations partenaires de la SPM s'engagent, « armé·e·s » d'outils numériques, pour les droits humains et contre la déforestation.

En début d'après-midi, le calme règne au village de Sawré Muybu. Les enfants ont repris les cours. Sur la grande pelouse toutefois, des rires et des bruits de ballon retentissent. Trois jeunes se font des passes de foot. Rilcelia Akai Mundurukú, vêtue d'un short et d'un tee-shirt, porte la caméra devant son visage et plisse les paupières. Concentrée, elle règle le zoom,

observe ce qu'il se passe et enregistre. Elle prend le temps de capturer ce moment de jeu, puis, mécontente de sa prise, recommence. La jeune femme fait partie du collectif des « comunicadoras » de la communauté autochtone des Mundurukus : au travers de photos, films et sur les réseaux sociaux, le groupe documente le quotidien, les traditions telles que la chasse et la pêche mais aussi la déforestation, la destruction et la lutte pour les droits des autochtones. « Les orpailleurs et les bûcherons détruisent notre forêt. Qui mieux que nous pour le dénoncer ? », relève Rilcelia. La SPM a participé financièrement au travail des « comunicadoras » et a passé un contrat-photo pour l'année actuelle avec le « coletivo audiovisual Munduruku Daje Kapap Eypi ».



**SOCIÉTÉ POUR
LES PEUPLES
MENACÉS**



Le « comunicador » João enregistre une déclaration vidéo du cacique Raimundo Tupinambá dans le village de Pajurá.

Aujourd'hui, Rilcelia conduit ses visiteurs de Suisse à travers son village : elle montre où se trouve l'école des enfants, mène jusqu'au grand feu de camp où le manioc est préparé, puis jusqu'à la petite rivière dans laquelle les enfants se baignent et les femmes lavent leur linge. Le village qui compte environ cent habitant·e·s se trouve légèrement en hauteur de la rivière Tapajós. Pour s'y rendre depuis la ville la plus proche, Itaituba, le voyage est long : en voiture d'abord, puis en bateau à moteur sur la rivière.

Rilcelia veut rester dans son village

A 26 ans, Rilcelia est maman de deux filles et fait la navette entre la ville et le village pour ses études en pédagogie. Son mari aussi est enseignant. Une chose est claire pour cette militante : elle veut vivre dans son village et s'engager pour sa communauté. C'est pour cette raison aussi qu'elle a voulu se former en tant que « comunicadora ». « Nous utilisons la caméra comme une arme pour défendre notre milieu de vie, notre territoire. Cela m'inspire beaucoup. » Leur objectif : informer les personnes extérieures, récolter des preuves de la destruction et également rapprocher leurs jeunes des traditions et du mode de vie autochtone. Les réseaux sociaux peuvent donner de l'espoir et du courage à la jeune génération. Mais comme partout, Instagram et consorts ont aussi leur mauvais côté à Sawré Muybu : le soir, les jeunes passent souvent leur temps sur leur smartphone, au détriment des échanges et des discussions.

En danger : l'espace vital rivière

La rivière Tapajós est un large affluent de l'Amazone dans l'Etat brésilien du Pará. Elle se jette dans le delta de la ville portuaire de Santarém, ouverte sur l'Atlantique. Les communautés autochtones des Mundurucus et des Tupinambas, avec lesquelles la SPM collabore, dépendent étroitement de la rivière. Et c'est justement leur lieu de vie qui est menacé : chaque jour, ils·elles assistent au

transport par bateau d'énormes quantités de troncs d'arbres et de soja sur le fleuve qui sont ensuite acheminées en Europe. De plus, l'exploitation minière illégale libère du mercure toxique qui rend leur eau impropre à la consommation. Les projets d'infrastructure prévus, comme les lignes de chemin de fer et les barrages, menacent d'aggraver la situation.

Dans ces circonstances, la communication est un moyen de résistance pour les autochtones : la communauté tupinamba a pris exemple sur le collectif de femmes des Mundurucus, également soutenu par la SPM, et a formé des « comunicadores ». L'un d'entre eux est l'étudiant de 18 ans João Vitor da Silva Pedroso. « J'ai beaucoup appris, notamment à produire un podcast, à tourner un court-métrage ou à utiliser un langage simple pour que tout le monde puisse me comprendre », raconte le jeune militant. Il a suivi un atelier d'introduction et un autre d'approfondissement en communication et coordonne aujourd'hui avec deux collègues une équipe de huit bénévoles qui couvrent l'actualité dans les villages tupinambas. Ils rapportent leur situation en matière de formation, de santé, de droits humains et de droits des femmes, et parlent de thèmes du quotidien.

João : le plaisir du récit

João Vitor da Silva Pedroso est assis tout devant, à la pointe du bateau à moteur qui mène les visiteur·euse·s de Suisse par un petit bras de la rivière Tapajós dans la communauté des Tupinambas. Le village n'est accessible que par des sentiers pédestres ou par l'eau. Pendant que l'embarcation passe le long de forêts, d'oiseaux aquatiques et de nénuphars, João filme sans discontinuer avec son portable et une perche : il prend divers angles, en équilibre à la pointe du bateau et fait des prises pour son prochain court-métrage. De temps à autre, il se balance au rythme de la musique

qui sort de ses écouteurs. La passion de João pour son travail est évidente : il semble allier sans problème la tradition autochtone et la technique moderne.

« Une photo est une histoire. Ce fut un très beau moment lorsque j'ai découvert cela, confie João. Nous sommes des voyageurs, des conteurs, nous pouvons toucher les gens : quoi de plus beau ? » Avec sa communication, il s'adresse tout d'abord à la population autochtone afin de la mettre en réseau et de l'informer, en ciblant particulièrement les jeunes pour les inciter à participer à la vie politique. Et le jeune « comunicador » souhaite également donner de la visibilité à sa communauté en dehors de son territoire : « Beaucoup de gens de l'extérieur ne connaissent pas notre réalité. Sur les réseaux sociaux, ils peuvent voir comment nous vivons. » Et avant que João Vítor da Silva Pedroso ne reprenne sa caméra en main, il ajoute : « Nos ancêtres ont dû beaucoup lutter pour préserver leur culture et leurs droits. C'est à notre tour maintenant. Espérons que nos documents soient aussi diffusés en Suisse. »

Vous trouverez les « comunicadores » des Mundurukus et des Tupinambas sur les réseaux sociaux :
@coletivojovemtapajonico / @coletivodajekapapeypi

Texte : **Dominique Schärer**, Communication

Couverture : Rilcelia Akai Mundurukú utilise la caméra comme une arme pour défendre son cadre de vie et son territoire. Photo : Eleni Helbling / SPM

Source d'inspiration : Claudia Andujar

Les trois femmes « comunicadoras » des Mundurukus ont commencé en 2019 avec leur travail : elles ont documenté les efforts de leur communauté pour faire reconnaître le territoire Sawré Muybu comme territoire autochtone. Le long parcours vers ce qu'on appelle la « démarcation » a fait l'objet d'un film qu'elles ont pu projeter à Brasília et qui a été récompensé par le « Cultures of Resistance Award » et par d'autres prix. Entretemps, le processus de reconnaissance de Sawré Muybu en 2024 a permis de franchir un cap important : le Ministère de la Justice a signé une disposition correspondante ; il ne manque que le décret du Président Lula da Silva.

Les trois militantes figurent également dans le film « Die Vision der Claudia Andujar / The lady with the arrows » de la réalisatrice suisse de films documentaires Heidi Specogna. Le film retrace le parcours de la photographe helvético-brésilienne Claudia Andujar, dont l'œuvre photographique sur les Yanomamis a permis de renforcer leurs droits. Il illustre aussi le travail en matière de droits humains réalisé par les jeunes grâce à la photographie et au film : notamment le collectif de femmes des Mundurukus qui s'est visiblement inspiré de Claudia Andujar.



Editorial

En participant activement à la coalition pour des multinationales responsables le 21 janvier, nous avons écrit un nouveau chapitre de l'histoire. Le record de signatures a été dépassé ! En 14 jours seulement, nous avons récolté, avec l'aide de milliers de bénévoles dans toute la Suisse, plus de 183 000 signatures pour que les multinationales suisses assument leurs responsabilités en matière de violation des droits humains et de dégradation de l'environnement (p. 7).

Nous devons ce succès spectaculaire à une large mobilisation de la société civile suisse. La campagne montre qu'il est possible de convaincre et d'informer sur le fait que les violations des droits humains causées à l'autre bout du monde ont pourtant bien un lien avec nous, en Suisse.

C'est exactement l'objectif que poursuit le collectif de femmes mundurukus et des jeunes tupinambas. Dans l'article principal (p. 1 à 3) et dans l'interview (p. 8), observez les espoirs et les défis qui marquent le quotidien des communautés autochtones d'Amazonie, et découvrez comment elles arrivent à faire parler d'elles grâce aux moyens de communication numériques et audiovisuels.

Les Tibétains et Ouïghours ne peuvent qu'en rêver tant il est compliqué et dangereux de diffuser publiquement des informations sur la situation précaire des droits humains en République populaire de Chine (RPC). La Suisse n'a pas le droit de fermer les yeux de peur des répressions et doit faire primer les droits humains sur le profit, y compris dans le cadre de l'accord de libre-échange avec la Chine. L'update (p. 6) vous informe sur les évolutions actuelles.

*Notre principale mission est bien de faire valoir les droits humains, de les protéger et de mobiliser. Dans l'infographie (p. 4 et 5), vous trouverez une vue d'ensemble de toutes nos actions réalisées l'année passée pour atteindre cet objectif. Des voix pour les droits humains, c'est ce que nous voulons refléter avec notre nouveau nom « Voices », que le comité et l'équipe présenteront pour approbation à l'Assemblée générale de mai 2025. **Pour en savoir plus sur les raisons du changement de nom, lisez la page 7 et venez assister à l'assemblée générale le 21 mai 2025 à 18h à Berne. Nous nous réjouissons de vous accueillir !***

Cordialement,

Anna Leissing, Directrice de la SPM

IMPRESSUM

VOICE 1, Mars 2025 **Editrice** : Société pour les peuples menacés, Birkenweg 61, CH-3013 Berne, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch **Compte pour les dons** : Banque Cantonale Bernoise BCBE : IBAN CH05 0079 0016 2531 7232 1 **Rédaction** : Samuele Bortot et Dominique Schärer **Mise en page** : Tania Brügger Márquez **Collaboratrices pour ce numéro** : Samuele Bortot, Fabienne Krebs, Anna Leissing, Lisa Mazzone, Selina Morell, Dominique Schärer **Parution** : semestrielle **Tirage** : 3500 exemplaires **Impression** : Matenbach AG ; imprimée sur Plano Speed **Abonnement** : 30 francs par an (sera déduit une fois par an de votre don) **Cotisation** : dès 80 francs par an.

Rétrospective annuelle de la SPM

En 2024, la SPM a soutenu la lutte pour les droits des autochtones et des groupes minorisés avec les activités suivantes. Elle a obtenu une forte présence médiatique et a participé aux débats sur les droits humains en Suisse.

Brésil Les membres de la communauté autochtone des Tupinambas prennent part sur la rivière du Tapajós à la manifestation « Grito Ancestral » (le cri des ancêtres) financé par la SPM. Ils·elles manifestent sur des bateaux contre le transport du soja et du bois et célèbrent leur culture et leur identité. Leur lieu de vie est menacé par la déforestation et les projets d'infrastructure.



*Active sur
3 continents*



*1 Sommet
autochtone*

Sommet à Genève A l'occasion d'une grande conférence à Genève, co-organisée par la Société pour les peuples menacés (SPM), une centaine de délégué·e·s des communautés autochtones de tous les continents se sont rencontré·e·s. Ils·elles ont défini, à l'attention de l'ONU et de la communauté internationale, onze principes pour une transition énergétique durable et équitable incluant aussi les droits des autochtones.



*10 événements
publics*

Arctic Voices Dans le cadre de la série « Arctic Voices », les voix autochtones s'élèvent à Berne. La SPM a projeté les films « Let the River Flow » et « Home River » puis a invité à un débat en table ronde sur les droits autochtones et la géopolitique, en présence de représentant·e·s saami·e·s et de l'Ambassadrice suisse auprès du Conseil de l'Arctique ainsi que d'un membre de la manifestation pour le climat.



*13 communiqués de
presse envoyés*

NOVEMBRE

OCTOBRE

SEPTEMBRE

20



Rote Linie für die Schweiz
Kein Freihandel mit China ohne Menschenrechte!



24

FÉVRIER



MARS



AVRIL

Action de bannière Au Salon de l'Auto de Genève, la SPM réclame plus d'engagement pour les droits humains de la part de l'industrie de l'automobile électrique. Les militant·e·s tendent une bannière dans le salon critiquant le manque de transparence et de justice de la chaîne d'approvisionnement. Plus de la moitié des minerais de transition qui entrent dans la fabrication des batteries électriques se trouvent sur les territoires des communautés autochtones.



1 Action de bannière

Norvège Après 15 ans de lutte, les autochtones saami·e·s obtiennent un accord avec les multinationales de l'énergie. Des parcs éoliens exploités par ces entreprises sur la péninsule de Fosen détruisaient les aires de pâturage des éleveurs·euses de rennes. Désormais, les Saami·e·s reçoivent un dédommagement annuel et des aires de pâturage alternatives. Les sociétés suisses BKW Energie SA et Energy Infrastructure Partner ont contribué au financement de ce projet éolien. La SPM avait mené une campagne pour que les deux entreprises assument leurs responsabilités.



Plus de 14 000 soutiens

Nouvelle direction L'anthropologue sociale Anna Leissing reprend la direction de la Société pour les peuples menacés à Berne : elle succède à Christoph Wiedmer qui prend sa retraite après 18 ans de bons et loyaux services. Anna Leissing apporte une expérience solide sur les questions des droits humains et la promotion de la paix.

Suisse & Chine La SPM et ses partenaires déposent la pétition « Une ligne rouge pour la Suisse ». En guise de symbole, une ligne rouge est tendue en travers de la Place fédérale. Elle accompagne la revendication suivante : il ne doit pas y avoir de développement de l'accord de libre-échange avec la Chine sans droits humains.



1 pétition déposée

75 ans de relations Suisse-Chine : un bilan critique

PHOTO : JANA LEU / SPM



Une délégation de la SPM et de ses partenaires remet à la Chancellerie fédérale la pétition «Ligne rouge» et un cordon rouge de 140,63 mètres de long, soit un centimètre par signature.

Le 17 janvier 2025 a marqué le 75^e anniversaire des relations diplomatiques entre la Suisse et la République populaire de Chine. La Suisse doit assumer davantage ses responsabilités, réclame la SPM.

Aux yeux de la SPM, il n'y a pas lieu de se réjouir pour cet anniversaire : aujourd'hui, la Suisse préfère donner la priorité aux intérêts économiques, au détriment des droits humains. Cela n'a pourtant pas toujours été le cas, même si la Suisse a mené dès le départ une politique ambivalente avec la Chine.

Seulement quelques mois après la création de la République populaire de Chine en 1950, la Suisse était l'un des premiers pays occidentaux à reconnaître le nouveau pays, tandis que de nombreux autres Etats continuaient de soutenir le gouvernement nationaliste exilé à Taiwan. Le gouvernement chinois aime, aujourd'hui encore, rappeler cette reconnaissance précoce. Dans le même temps, la Suisse s'est également montrée très solidaire vis-à-vis des victimes des répressions chinoises en étant, là encore, un des premiers pays occidentaux à accueillir les exilé·e·tibétain·e·s après l'insurrection populaire de 1959. Dans ce contexte, la Suisse est devenue la patrie de la plus grande diaspora tibétaine d'Europe.

La Suisse s'est bien écartée de cette approche humanitaire : depuis les réformes économiques de la République populaire de Chine à compter des années 1980, les intérêts commerciaux sont repassés au premier plan des préoccupations. Ainsi, en 2014, la Suisse a été le premier pays d'Europe continentale à conclure avec la République populaire de Chine un accord de libre-échange bilatéral. Malgré l'euphorie des débuts, les retombées économiques de cet accord sont restées limitées. Le bilan montre que les exportations suisses ont certes augmenté, mais que l'accès des entreprises suisses au marché chinois reste fort compliqué. Face à cette situation, le Conseil fédéral a réagi l'année passée en annonçant des négociations en vue de moderniser l'accord, et ce, malgré la prise de distance de plus en plus affirmée d'autres pays, principalement de l'U.E. ou des Etats-Unis, vis-à-vis de la République populaire de Chine.

Un parcours unique controversé

La question décisive ici est la suivante : quel rôle jouent les droits humains ? A l'automne 2024, la Société pour les peuples menacés ainsi que des organisations partenaires ont adressé une pétition au gouvernement suisse qui posait clairement une ligne rouge pour ces négociations. Tout particulièrement au vu des répressions systématiques exercées dans le

Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang) et au Tibet, les droits humains devraient occuper une place substantielle dans un nouvel accord.

Le bras de la Chine atteint la Suisse

Tandis que la Suisse s'efforce de construire des relations commerciales avec la République populaire de Chine, les communautés exilées telles que les Tibétain·e·s et les Ouïghour·e·s subissent ici, entre nos murs, des actes de surveillance et d'intimidation de la part des autorités chinoises. Le nouveau rapport du Conseil fédéral sur la situation des Tibétain·e·s et des Ouïghour·e·s en Suisse, publié en février 2025, montre noir sur blanc que la répression du gouvernement chinois se poursuit également dans notre pays. Des membres des communautés tibétaine et ouïghoure en Suisse racontent comment ils sont soumis à des pressions par le biais d'appels anonymes menaçants, comment ils sont suivis par des fonctionnaires chinois en civil ou photographiés lors de manifestations. Le but est de faire taire les voix critiques.

Plutôt que de célébrer ces 75 ans de relation, la Suisse devrait repenser son axe et se positionner sur la scène internationale comme une actrice responsable. Les droits humains constituent une ligne rouge à ne pas franchir !

Texte : **Selina Morell**, responsable du programme Chine

Répression transnationale

Un rapport du Conseil fédéral le confirme : les Tibétain·ne·s et les Ouïghour·e·s ne sont pas suffisamment protégés contre la répression transnationale en Suisse.

Lisez
l'exemple
concret sur
notre site
web !



En ce qui nous concerne

La SPM se donne un nouveau nom

Un long processus est sur le point d'aboutir : à l'occasion de l'assemblée générale du 21 mai, les membres peuvent donner un nouveau nom à la SPM. Avec « Voices », le comité ainsi que l'équipe proposent un nom qui reflète clairement notre axe principal, à savoir faire échos tou·te·s ensemble aux voix qui s'élèvent pour les droits humains.

« Société pour les peuples menacés » : l'appellation permet de bien s'imaginer ce qu'est la tâche de l'organisation. Mais elle est vivement remise en question depuis de nombreuses années. Trop longue, elle nécessite un acronyme, en cinq langues différentes. Elle semble démodée et on ne parle plus depuis longtemps de « peuples » mais bien de « communautés » autochtones. Nous ne sommes pas les seul·e·s à critiquer ce nom ; c'est aussi le cas de nos organisations partenaires, membres et autres militant·e·s.

La SPM va désormais s'appeler « Voices »

Fin 2022, le comité avait demandé qu'un nouveau nom soit trouvé. Après un processus accompagné avec l'équipe et le comité ainsi que divers entretiens avec les partenaires, les donateurs·rices et expert·e·s, nous y sommes enfin : le comité proposera à l'assemblée générale de renommer la SPM en « Voices ». Viendront s'y ajouter un slogan (sous le nom) ainsi qu'un nouveau logo qui seront présentés lors de l'assemblée générale du 21 mai.

Un nouveau nom demande toujours un temps d'adaptation, mais « Voices » (voix) a su nous convaincre à plusieurs titres : le mot traduit notre engagement pour la diversité et la collectivité. Il décrit le soutien apporté aux personnes et communautés pour qu'elles fassent entendre leur voix en faveur de leurs droits et de la protection de leur milieu de vie, et il montre qu'il y a plus que jamais besoin de nos voix aussi ici, en Suisse. En outre, l'appellation est brève et claire, elle sonne bien et peut être utilisée dans toutes les langues. Le nom de « Voices » fait également écho à notre revue « Voice », qui existe déjà.

Des années de préparation

Le chemin vers le résultat actuel a été long et intense. Sous la houlette d'une agence de communication, nous avons rassemblé, en équipe complète au début, nos objectifs, nos valeurs, notre axe principal et également les champs lexicaux correspondants en plusieurs langues. Ensuite, les propositions ont été classées et évaluées par un groupe de projet issu de l'équipe, avec le soutien de l'agence. Des expert·e·s externes ont évalué une petite sélection de noms et le comité a choisi, fin 2023, deux orientations principales. Ces dernières ont été examinées afin d'identifier les problèmes et points faibles avant qu'un accord soit finalement trouvé, l'année passée, sur le nom « Voices ». Nous avons enfin demandé leur avis à quelques partenaires et donateurs·rices. La proposition n'ayant pas suscité de rejet fondamental, le comité a décidé fin 2024 de présenter le nom de « Voices » à l'assemblée générale. Si cette dernière approuve, la SPM pourra présenter au grand public sa nouvelle appellation avant les vacances d'été.

Texte : **Lisa Mazzone**, présidente de la SPM

L'assemblée générale aura lieu le 21 mai 2025 à partir de 18 heures à Berne (plus d'informations suivront sur www.gfbv.ch). Nous serions ravi·e·s de vous y accueillir.

NEWS

183 661 signatures pour la responsabilité des multinationales

Nouvelle initiative pour des multinationales responsables : des milliers de bénévoles ont récolté le nombre de signatures nécessaire en 14 jours seulement.

« Bonjour, nous récoltons des signatures pour l'Initiative pour des multinationales responsables » : voilà la phrase qui retentissait dans toute la Suisse à l'occasion des journées nationales de collecte de signatures des 11 et 18 janvier. Des bénévoles de la coalition pour des multinationales responsables ont bravé le froid pour récolter, avec près d'un millier de stands, 183 661 signatures en 14 jours seulement. Un record pour la Suisse et un signe clair que la population suisse reconnaît également la nécessité d'agir de toute urgence !

Les personnes dans la rue s'accordent à dire qu'il est important d'avoir une loi sur la responsabilité des multinationales. Alors que l'UE a adopté une loi correspondante fin mai 2024, la Suisse sera bientôt le seul pays d'Europe à ne pas appliquer de principe de responsabilité pour les multinationales. Dans le même temps, les problèmes pour les humains et l'environnement ne cessent de gagner du terrain : les multinationales suisses doivent enfin assumer leurs responsabilités pour les dégâts causés à l'étranger !

La SPM a également récolté des signatures et ainsi contribué à ce record historique. Tout cela n'aurait pas été possible sans les nombreux·euses bénévoles dans la rue, sans les signatures récoltées par la poste et sans vous. Un grand merci !

Notre travail quotidien montre que des multinationales suisses bafouent elles aussi les droits humains et les standards environnementaux, en particulier en dehors des frontières suisses où leurs activités ne sont que très peu contrôlées. Les plus touchés sont les communautés autochtones ainsi que les groupes minorisés qui luttent contre l'expropriation et la destruction de l'environnement malgré la violence et les actes d'intimidation qu'ils subissent. Leur droit à la parole est régulièrement bafoué dans le secteur des matières premières et de l'infrastructure. Il est donc nécessaire de mettre en place des règles pour que les entreprises suisses assument leur responsabilité vis-à-vis de leurs filiales et leurs fournisseurs.

Nous poursuivons nos efforts !

Texte : **Fabienne Krebs**, responsable du programme économie & droits humains



« Beaucoup de gens ne savent pas ce qui se passe ici »

Aldira Akai Mundurukú fait partie du collectif autochtone qui œuvre pour les droits humains au sein de la communauté des Mundurukus à travers une communication audiovisuelle. Le collectif brésilien composé de trois femmes a déjà remporté plusieurs prix pour cet engagement.

Interview : **Dominique Schärer, Communication** et **Julia Büsser, Campagne** / Photo : **Vinicius Brito Da Silva Machado**

Aldira, comment as-tu choisi la communication audiovisuelle ?

C'était en 2015, alors que nous réalisons la première démarcation pour faire reconnaître et protéger notre territoire autochtone. Cette démarcation était accompagnée par d'autres communicatrices. Elles avaient besoin d'aide pour la traduction de la langue munduruku en portugais brésilien ; et comme j'étais déjà professeure de langue, je les ai aidées à traduire des vidéos. C'est à ce moment-là que la communication audiovisuelle a commencé à m'intéresser.

Quelle formation as-tu suivie ?

J'ai d'abord suivi un cours d'introduction à Manaus et puis avec d'autres intéressé·e·s, j'ai participé à un cours d'approfondissement. Parmi la dizaine de participant·e·s du début, nous ne sommes plus que trois femmes à travailler dans la communication, c'est pour cela que l'on nous appelle le « collectif des femmes ».

Pourquoi cette communication est-elle nécessaire ?

La communication audiovisuelle est un travail important et efficace. Elle soutient la communauté munduruku dans sa lutte pour ses droits et la protection de la forêt. Car notre problème, ce sont les bûcherons et les orpailleurs qui pénètrent dans nos terres et détruisent la nature. Nous pouvons documenter et prouver tout cela grâce aux photos et aux films. Notre travail montre la réalité du terrain, car beaucoup de gens de l'extérieur ne savent pas ce qui se passe ici. On entend parfois des représentant·e·s du gouvernement affirmer qu'il n'y a pas ici de communautés autochtones le long de la rivière Tapajós. Notre communication le montre : si ! Nous vivons ici et nous luttons pour notre territoire.

Votre communication est-elle uniquement pour l'extérieur ?

Non, elle est aussi primordiale pour la communauté autochtone. Nous documentons en effet notre tradition autochtone et notre culture, à savoir nos histoires, nos chants et les récits des anciens. Nous montrons tout cela aux enfants et aux jeunes et veillons à ce que notre culture ne disparaisse pas. L'école du village utilise aussi ce support pour les cours.

De quoi avez-vous besoin pour pouvoir continuer ce travail ?

Le soutien de la SPM est très important pour nous. Il nous a permis de construire un siège principal dans lequel nous pouvons conserver notre matériel. Là, nous avons des ordinateurs et des caméras, notamment pour mener des formations continues en communication audiovisuelle. Le climat est tellement humide qu'il était parfois impossible de conserver nos disques durs à l'abri. Ils risquaient d'être endommagés par l'eau. La perte de données était imminente.

Quel a été votre plus grand succès jusqu'à présent ?

Nous avons pu accompagner la lutte de longue haleine pour la reconnaissance de notre territoire Sawré Muybu comme territoire autochtone. Nous avons mené le combat tou·te·s ensemble et il touche à son but : le ministère de la Justice a récemment signé un décret pour la reconnaissance – un grand succès pour la communauté des Mundurukus.

Enseignante, comunicadora, militante

Aldira Akai Mundurukú habite et travaille dans le village de Sawré Muybu. L'enseignante en école primaire de 33 ans travaille dans son village. Elle milite dans le « coletivo audiovisual Munduruku Daje Kapap Eypi » et également en tant que vice-coordinatrice de PARIRI, organisation des Mundurukus (cf. article principal dans ce numéro). La SPM soutient la communauté des Mundurukus et a conclu en 2025, pour la deuxième fois, un contrat-photo avec le collectif de femmes.

PHOTO : SPM

